



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haut-Rhin

MARCHE DE SERVICES

N°2025137

Procédure adaptée

**Actions de prévention bucco-dentaire
en écoles primaires du Haut-Rhin**

**Cahier des Clauses
Techniques Particulières
(C.C.T.P.)**

Pouvoir adjudicateur qui passe le marché :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Haut-Rhin
19 boulevard du Champ de Mars
68022 COLMAR CEDEX

Limite de réception des **candidatures et des offres** : mercredi 25 juin 2025 à **11h00**

*Seul l'exemplaire de ce document détenu dans les archives
de la CPAM du Haut-Rhin fera foi.*

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 - OBJET DU MARCHE	3
1.2 - DECOMPOSITION EN LOTS	3
1.3 - ZONES GEOGRAPHIQUES	3
ARTICLE 2 – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	4
2.1 – SEANCES DE SENSIBILISATION	4
2.2 – SEANCES DE DEPISTAGE BUCCO-DENTAIRE	6
ARTICLE 3 –FOURNITURE DU MATERIEL ET COUT DE L’OPERATION PAR ENFANT.....	7
ARTICLE 4 - PLANNING	7
ARTICLE 5 - INDEMNITES DE DEPLACEMENT POUR ACTIONS REALISEES EN ZONE TRES SOUS DOTEES EN DENTISTES.....	7
5.1 – ELIGIBILITE	7
5.2 – MODALITES PRATIQUES	8
ARTICLE 6 - MODALITES D’EXECUTION - COMMANDES – CREDIT BUDGETAIRE	8
ARTICLE 7 - INTERVENANTS DES FORMATIONS	8
ARTICLE 8 - ENGAGEMENTS DU TITULAIRE.....	9
ARTICLE 9 - CONTROLE DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	10
ARTICLE 10 – LISTE DES ANNEXES AU PRESENT CCTP	10

SIGLES

ARS	Agence Régionale de Santé
BPU / DQE	Bordereau des prix unitaire / Détail Quantitatif Estimatif
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
ELSM	Echelon Local du Service Médical
REP	Réseaux d’Education Prioritaire

Article 1 – Dispositions générales

L'assurance maladie a fait de la prévention bucco-dentaire, un des axes majeurs de ses actions en matière de santé publique depuis de nombreuses années.

Le programme « M'T Dents » est, depuis 2007, l'un des programmes phares de la politique de prévention menée par la CNAM.

Afin d'accompagner ce programme intégralement pris en charge par l'assurance maladie, la CPAM du Haut-Rhin a fait le choix de déléguer à un prestataire la mission de sensibilisation, d'information collective de santé bucco-dentaire auprès des enfants scolarisés en école primaire, ainsi que l'action de dépistage individuel en milieu scolaire, complétant les séances de sensibilisation collective auprès des enfants scolarisés en école primaire.

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre d'actions de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire des enfants et de dépistage auprès des enfants en école primaire du Haut-Rhin sur des communes en zones défavorisées où le recours aux soins dentaires est faible.

1.2 - Décomposition en lots

Le présent marché est divisé en 2 lots géographiques :

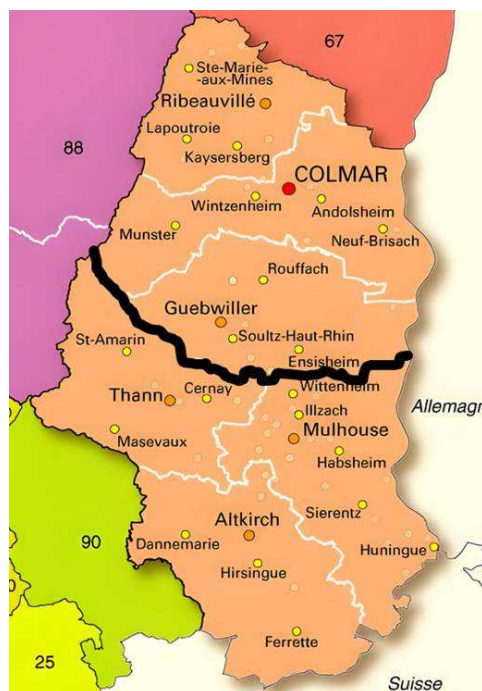
LOT 01 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires de la ZONE NORD (circonscription de Colmar).

LOT 02 - Actions de prévention bucco-dentaire en écoles primaires de la ZONE SUD (circonscription de Mulhouse).

Chaque lot fait l'objet d'un marché. Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots.

1.3 - Zones géographiques

L'allotissement géographique constitue deux zones distinctes correspondant au découpage nord/sud de circonscriptions du Haut-Rhin (voir carte ci-après + liste des communes en annexe n°1) .



Les commandes seront attribuées au titulaire du lot correspondant à l'école concernée.

Toute commande concernant l'école d'une commune de la zone Nord (circonscription de Colmar selon la liste des communes en annexe 1 jointe) sera adressée au titulaire du lot n°1.

Toute commande concernant l'école d'une commune de la zone Sud (circonscription de Mulhouse selon la liste des communes en annexe 1 jointe) sera adressée au titulaire du lot n°2.

Article 2 – Définition des prestations

Les prestations des lots 1 et 2 sont les mêmes : seule la zone géographique d'intervention diffère.

2.1 – Séances de sensibilisation

Avant l'exécution de la prestation, la CPAM procède au dénombrement des établissements, de classes et enfants susceptibles d'être concernés par cette action de sensibilisation.

Le Titulaire doit :

- Prévoir une séance préparatoire par école avec les enseignants et les directeurs d'écoles de façon à les associer à cette phase d'éducation collective et leur permettre de relayer ensuite ces messages dans la durée (définition des modalités d'information des parents, choix des méthodes de relances les plus appropriées aux familles concernées, modalités d'utilisation du kit d'animation et du quiz).
- Proposer des intervenants formés à toutes les compétences tant techniques que pédagogiques en termes d'éducation collective auprès des jeunes.

- Informer les parents pour les avertir de ces actions et les sensibiliser à la nécessité du suivi de leur enfant par le chirurgien-dentiste en rappelant l'existence de l'examen bucco-dentaire.
- Intervenir, dans la mesure du possible, avant le 25 décembre de l'année N de façon à permettre aux enfants de réaliser leur Examen Bucco Dentaire et soins de suite éventuels avant les vacances scolaires d'été.
- Intervenir pendant une durée d'une heure environ, l'objectif étant d'apporter des connaissances, dans un langage adapté au niveau scolaire des enfants sur la santé bucco-dentaire et ainsi pouvoir améliorer les comportements d'hygiène bucco-dentaire.
- Développer les messages sur :
 - a- la nécessité d'un contrôle régulier de l'état bucco-dentaire par un praticien et les explications sur l'Examen Bucco-Dentaire,
 - b- L'hygiène bucco-dentaire quotidienne
 - L'importance de l'hygiène bucco-dentaire (gestuelle du brossage, plaque dentaire), brossage des dents 2 fois par jour pendant 2 minutes avec du dentifrice fluoré et une brosse adaptée à l'âge de l'enfant en insistant sur le brossage avant le coucher,

c- Les repères alimentaires

Une alimentation déséquilibrée qui favorise le surpoids et l'obésité sont aussi potentiellement délétères pour la santé bucco-dentaire.

Les recommandations faites aux enfants doivent donc porter sur :

- L'absence de grignotage,
 - La limitation de la consommation de sucre et de produits acides (sodas y compris),
 - L'impact de l'alimentation sur la santé bucco-dentaire,
 - Des apports équilibrés.
- Insister sur l'apparition des dents de 6 ans.
- Pour la mise en œuvre de cette phase il faut prévoir :
- Des outils spécifiques fournis par la CNAM : kit supports fournis par la CNAM ultérieurement adapté à l'âge des enfants.
 - L'achat et la remise d'un kit de brossage constitué d'un gobelet et d'une brosse à dents :
 - La brosse à dents doit être souple et adaptée à l'âge des enfants (c'est-à-dire 5/6 ans pour l'année scolaire 2025-2026). Son manche est obligatoirement soit principalement constitué de bois (bambou ou autre bois adapté), soit constitué au moins partiellement de plastique recyclé.
 - Le gobelet doit être jaune et doit être constitué au moins partiellement de plastique recyclé.

Les gobelets et les brosses à dents doivent obligatoirement comporter le logo « M'T dents tous les ans » signature de la campagne nationale de communication bucco-dentaire, impression monochrome.

Le modèle du logo sera fourni à la commande.

Le « bon à tirer » devra être validé par le service communication de la CPAM du Haut-Rhin, pour être en conformité avec la charte graphique de l'Assurance Maladie.

2.2 – Séances de dépistage bucco-dentaire

Cette phase de dépistage à la prévention dentaire doit intervenir, dans la mesure du possible, avant le 31 mars de l'année N+1 de façon à permettre aux enfants de réaliser leurs soins de suite éventuels avant les vacances scolaires d'été.

Ce dépistage, réalisé à l'école doit :

- Être effectué par un chirurgien-dentiste inscrit à l'ordre ou un étudiant à minima en 2ème cycle de formation (ou équivalent),
- Dans des conditions d'hygiène appropriées,
- Dans un local mis à disposition afin d'assurer la confidentialité,
- Recueillir l'autorisation des parents (à partir du formulaire fourni par la CPAM permettant de signaler leur position par rapport à la réalisation de ce dépistage). Ce formulaire pourra être récupéré lors des séances de sensibilisation.
- Assurer la transmission, par le chirurgien-dentiste dépisteur, des fiches de recueil de tous les enfants dépistés au service médical de la CPAM, accompagnées de toutes les autorisations parentales et de la fiche d'information par classe.

Le dépistage bucco-dentaire et l'entretien motivationnel aux changements des habitudes de vie auprès des enfants sont réalisés face à face avec le chirurgien-dentiste.

Cela permet de dédramatiser la visite au cabinet dentaire et de faciliter, pour les enfants avec besoin de soins, la réalisation des programmes de soins nécessaires.

« L'entretien motivationnel aux changements » permet d'agir à ce niveau et ainsi de favoriser la modification des habitudes de vie (contrôle régulier, hygiène bucco-dentaire, alimentation, dentifrice fluoré).

Les enfants sans besoin de soins lors du dépistage : ne nécessitent aucun accompagnement ni procédure de relance. Il convient cependant, de rappeler que ce dépistage sur place ne se substitue pas à un contrôle régulier chez le chirurgien-dentiste à l'aide du courrier destiné aux parents suite au dépistage. Ce courrier sera remis sous enveloppe.

Les enfants avec besoin de soins lors du dépistage : sont invités à se rendre chez un chirurgien-dentiste. Un courrier est remis à l'enfant pour ses parents les informant de l'état bucco-dentaire de leur enfant et les incitant à consulter leur chirurgien-dentiste. Ce courrier sera remis sous enveloppe.

Article 3 – Fourniture du matériel et coût de l'opération par enfant

Le Titulaire a à sa charge, la fourniture des kits brosses à dents, pour la sensibilisation, les sondes, des miroirs dentaires stériles et des gants pour le dépistage. Pour l'hygiène, l'utilisation de ces matériels de dépistage est à usage unique.

Les brosses à dents et gobelets doivent comporter le logo « M'T Dents tous les ans », signature de la campagne nationale de communication bucco-dentaire.

A compter de l'année scolaire 2025-2026, le coût de l'opération par enfant (séance de sensibilisation collective, supports pédagogiques, fourniture des brosses à dents) ne doit, en aucun cas, dépasser 14 € TTC toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus.

A compter de l'année scolaire 2025-2026, le coût de l'opération dépistage bucco-dentaire suivi de « l'entretien motivationnel » par enfant ne doit, en aucun cas, dépasser 11 € TTC toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus.

A compter de l'année scolaire 2025-2026, le coût de l'opération par enfant (séance de sensibilisation collective, supports pédagogiques, fourniture de brosses à dents avec le marquage, dépistage bucco-dentaire suivi de « l'entretien motivationnel ») ne doit, en aucun cas, dépasser 25 € TTC toutes sources de financement et acteurs de l'opération confondus.

En cours de marché, en cas d'actualisation par la CNAM de ces montants plafonds par élève, les montants révisés du marché ne pourront dépasser les nouveaux plafonds CNAM (montants CNAM en vigueur au moment de la révision, le cas échéant). Le service Prévention informe les titulaires de l'évolution des plafonds CNAM, le cas échéant.

Les interventions se feront par classes entières et seront facturées selon les élèves présents lors de l'intervention.

Article 4 - Planning

Le Titulaire informe au Pouvoir Adjudicateur, des dates d'intervention.

Ses interventions sont effectuées pour le 25 décembre de l'année N pour les séances de sensibilisation et avant le 31 mars de l'année N+1 pour les séances de dépistages.

Article 5 - Indemnités de déplacement pour actions réalisées en zone très sous dotée en dentistes

5.1 – Eligibilité

Les frais de déplacement sont remboursables lorsque l'établissement scolaire où sont réalisées les actions se situe en zones très sous dotées (au sens du zonage ARS utilisé pour les versements des aides conventionnelles aux chirurgiens-dentistes - voir le lien vers carto santé pour une vue affinée par territoires :

https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z_dent&view=map12)

NB : de nouveaux zonages ARS ont été publiés en 2024.

L'indemnisation des frais de déplacement est dans ce cas réalisée :

- Pour un véhicule : sur la base du tarif kilométrique en vigueur : (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045160753>) multiplié par la distance (nb de km) parcourue entre le domicile de l'intervenant et l'école. A noter, l'indemnisation des frais de déplacement est limitée à 200km maximum aller/retour.
- Pour les transports en commun (train, bus, métro, RER, tramway, autocar) sur présentation d'un justificatif de trajet (pour le train, indemnisation du billet sur la base d'un billet seconde classe ; pour les autres transports en commun sur présentation du ticket/billet).

5.2 – Modalités pratiques

A la fin de chaque intervention, l'intervenant justifie de ses frais de déplacement auprès du titulaire du marché en transmettant le formulaire dédié (cf. l'annexe 3 au présent CCTP).

En mai de l'année N+1, le titulaire du marché effectue la demande à la CPAM du HAUT-RHIN d'une dotation globale au titre de l'indemnisation des frais de déplacement pour l'ensemble de ses intervenants en communiquant à celle-ci le montant global demandé accompagné d'un fichier justifiant des déplacements. Un fichier sera fourni à cet effet aux titulaires de chaque lot. Le barème fiscal sera mis à jour.

En octobre de l'année N+1, la CPAM transmet au titulaire du marché le montant des frais dûment justifiés pour qu'ils puissent indemniser ses intervenants.

Article 6 - Modalités d'exécution - Commandes – Crédit budgétaire

Toutes les actions sont menées dans le département du Haut-Rhin (68) dans les écoles en REP ou dans les communes les moins consommatrices de soins dentaires. La liste des écoles ciblées selon les actions est transmise au Titulaire après notification du marché. En cas de refus de certains établissements, le Titulaire avertit immédiatement la CPAM afin que d'autres établissements lui soient attribués.

Pour l'année scolaire 2025-2026, le nombre estimé d'enfants concernés par les actions de prévention du présent marché figure sur l'annexe financière (bordereau des prix / détail quantitatif estimatif). Ces quantités ne sont qu'indicatives.

Une commande est établie en début de chaque année scolaire. Elle est définie en fonction du budget alloué, des prix du marché et des écoles à prioriser. Seules les quantités réellement commandées seront contractuelles. Les écoles concernées seront désignées sur le bon de commande ou sur une annexe au bon de commande.

Pour l'année scolaire 2025-2026, le montant des crédits budgétaires alloués aux prestations du marché est estimé à 18000 euros TTC (hors frais de déplacements remboursables dans le cadre des interventions en zones sous-dotées).

Si le Titulaire ne respecte pas le nombre d'enfant à sensibiliser et/ou à dépister, il peut encourir à des pénalités prévues à l'article 12 du CCAP.

Article 7 - Intervenants des formations

Le Pouvoir Adjudicateur impose que l'intervenant soit :

- Pour les séances de sensibilisation : un chirurgien-dentiste, un étudiant en chirurgie dentaire, une assistante dentaire, une assistante éducatrice ou un animateur.
- Pour les séances de dépistage : un chirurgien-dentiste ou un étudiant en chirurgie dentaire en 2^{ème} cycle aidé d'un animateur pour le remplissage des documents.

Article 8 - Engagements du Titulaire

Sur la base de chaque bon de commande, le titulaire établit un planning d'interventions qu'il communique à la CPAM. Il s'engage à fournir au fur et à mesure à la CPAM les éléments suivants relatifs aux conditions de réalisation des actions :

- Déploiement de l'action

- Nombre d'établissements et de classes visitées,
- Plannings prévisionnels et dates réelles des interventions,
- Nombre d'enfants sensibilisés,
- Liste d'enfants sensibilisés et dépistés par le chirurgien-dentiste,
- Lieux et conditions de réalisation du dépistage,
- États bucco-dentaires des enfants examinés via les fiches de dépistage à transmettre aux ELSM de la Cpm,
- Facultatif : synthèse concernant les quizz (résultat par classe avant et après la séance),
- Évaluation de satisfaction de l'action par les enseignants.

- Coût de la mise en œuvre de l'action

- Montant des dépenses de mise en œuvre de l'action,
- Nombre et nature des actions relais mises en place par les personnels de l'éducation nationale,
- Moyens humains utilisés : par catégorie professionnelle, nombre de personnes, qualification,

- Observations/ Préconisations

- les freins,
- les leviers.

Les données doivent être organisées par école et par classe.

A l'issue de l'année scolaire, le Titulaire fournit :

- Un rapport d'activité (points forts, difficultés rencontrées, solutions mises en œuvre pour les résoudre, écarts constatés par rapport aux objectifs, correctifs apportés.).
- Un bilan d'activité par action qui précise les villes, les écoles, les classes visitées ainsi que les méthodes et supports utilisés,
- Un planning détaillé des actions mises en œuvre sur l'année scolaire.

Le Titulaire explique les écarts et présente les correctifs apportés par rapport au planning prévisionnel.

Article 9 - Contrôle du Pouvoir Adjudicateur

Le CPAM a la faculté, à tout moment, par l'intermédiaire de l'un de ses agents dûment habilité par le directeur de la CPAM de :

- procéder sur place ou sur pièces, à des contrôles. A ce titre, il peut se faire présenter tout document utile pour mener à bien sa mission sans que le Titulaire puisse s'y opposer.
- participer à une séance de sensibilisation.

Article 10 – Liste des annexes au présent CCTP

- ANNEXE 1 – Liste des communes par lot (zones géographiques)
- ANNEXE 2 – Modèle autorisation parentale
- ANNEXE 3 – Formulaire frais de déplacement
- ANNEXE 4 – Evaluation globale
- ANNEXE 5 – Attestation de service fait « sensibilisation »
- ANNEXE 6 – Attestation de service fait « dépistage »
- ANNEXE 7 – Courrier adressé aux parents après le dépistage
- ANNEXE 8 – Fiche de dépistage remise au Service médical